

## Conseil d'État

# À Genève, l'Économie n'a plus de département

Le nouveau gouvernement cantonal a décidé de ventiler les questions économiques dans plusieurs ministères. La mesure interpelle tant les syndicats que le patronat

## L'essentiel

● **Ubiquité** «L'économie est partout», justifie le gouvernement, qui en fait un thème transversal.

● **Réticences** Le patronat et surtout les syndicats ont des craintes face au nouveau découpage.

● **Expert** L'abolition d'un dicastère spécifique n'est «pas une disruption», juge un professeur d'économie.

Marc Moulin

@marc\_moulin

Mais où est donc passée l'Économie? La question se pose face à l'organigramme, dévoilé la semaine dernière, du nouveau Conseil d'État, qui prêtera serment ce jeudi. Couplé à la Sécurité sous la férule de Pierre Maudet durant la législature finissante, ce dicastère a tout simplement disparu dans les intitulés des différents ministères, tels qu'ils ont été rebaptisés par l'Exécutif tout juste élu. La Sécurité trônera désormais seule au fronton du département que garde Pierre Maudet, tout en prenant la présidence de l'Exécutif.

Questionné sur cette disparition lors de la présentation du nouveau découpage mardi dernier, le libéral-radical a eu une réponse presque mystique: «L'économie est partout!» Une façon de dire que le sujet est censé devenir une préoccupation de l'ensemble du collège. Et de citer sa présence à la fois dans le domaine de l'emploi, dans ceux de la formation (avec la question de l'employabilité des étudiants) et des finances, ou encore à la présidence.

## Le mercato des offices

Un examen attentif du nouvel organigramme montre que Pierre Maudet n'abandonne qu'une partie de son ancien fief économique. La Direction générale du développement économique, de la recherche et de l'innovation (l'ancien Service de la promotion économique) rallie en effet un Département présidentiel qui incombera justement à Pierre Maudet. De sa main gauche, il donne donc ce que reprend sa main droite. Il emporte aussi dans sa besace présidentielle les patronages de Genève Aéroport et de la Fondation Genève Tourisme Congrès.

Pierre Maudet a tout de même lâché des morceaux. Il transmet la tutelle de la Fondation d'aide aux entreprises à Nathalie Fontanet, nouvelle argentine. Surtout, il cède l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail, l'Ocirt. Un gros morceau: il inclut notamment le Registre et la police du commerce, la lutte contre le travail au noir ou l'Inspection du travail. Le tout passe à Mauro Poggia, ministre de l'Emploi et de la Santé, qui cède par contre le Social. Or la nouvelle du dépeçage



## Ventilation

Le dicastère de l'économie s'est dissous dans le nouveau gouvernement. Pierre Maudet conserve le développement économique, l'aéroport et le tourisme. Nathalie Fontanet hérite de la Fondation d'aide aux entreprises. Et Mauro Poggia prend la responsabilité de l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail. AZURROMATTO/E.GASTALDELLO

n'a pas forcément ravi la Genève économique.

## Responsabilités diluées?

Président de la **Chambre de commerce et d'industrie**, Juan Carlos Torres a dit son scepticisme dans une tribune intitulée «Peut-on faire l'économie de l'économie?». Son homologue à la Fédération des entreprises romandes reste serein. «Pour un libéral comme moi, l'économie est une affaire privée et cela m'a toujours amusé de me

demander ce qu'un ministre de l'Économie faisait de ses journées, sourit Ivan Slatkine. Affirmer que l'économie est transversale est une idée osée et séduisante. Mais on peut aussi craindre une dilution des responsabilités: tout dépendra de la faculté des magistrats à se coordonner.»

Le transfert de l'Ocirt au MCG Mauro Poggia fait frémir Manuela Cattani, présidente de la faïtière des syndicats du canton: «C'est plus qu'inquiétant de voir le con-

trôle du marché du travail être confié à un élu qui n'aime pas les syndicats et dont le parti a lancé une initiative intitulée «Frontaliers: stop!» s'en prenant ainsi à 25% des salariés genevois. Nous craignons une mise en péril de l'approche tripartite qui a prévalu jusqu'ici à Genève, où les syndicats, le patronat et l'État ont accompagné la libre circulation en renforçant le contrôle du marché du travail.» Interpellé par «Le Courrier», Mauro Poggia s'est dit

«désireux de mettre une régulation à la liberté sans limites d'engagement dans l'Union européenne».

## Une actualité chargée

Les syndicats redoutent l'émergence d'un climat favorable à la nouvelle initiative anti-immigration de l'UDC, dont la collecte de signatures est en cours. Autre actualité chaude: l'application, dès juillet, de la précédente initiative UDC sur l'immigration, avec l'obligation pour les entreprises d'an-

noncer en priorité à l'Office de l'emploi tout poste vacant dans 19 genres de métiers, touchés par un chômage de 8% ou plus.

Pour les syndicats, c'est de la poudre aux yeux. Ils craignent que cela ne serve à donner des prétextes pour châtier des chômeurs. Et les patrons? «Les entreprises sont assez responsables pour respecter une loi que Mauro Poggia ne pourra que faire appliquer, répond Ivan Slatkine. Il a prouvé par le passé qu'il est plutôt libéral.»

## Mais de quoi s'occupe donc l'État?

● Dans un pays comme la Suisse, adepte du libéralisme économique, en quoi l'État est-il actif dans ce domaine? A fortiori, quelles peuvent être les missions d'une administration cantonale comme celle de Genève?

Après tout, on ne connaît ici nul Ministère soviétique du plan qui aurait pour mission de décider combien de Rolex seraient fabriqués l'an prochain.

Le Canton s'est donné quatre missions en matière économique: développement et soutien à l'économie, mise à disposition et exploitation d'infrastructures économiques, régulation du commerce, surveillance du marché du travail. Un canton peut-il se passer d'un département dédié

pour mener ces politiques publiques?

«La question qui se pose est de savoir à quel niveau l'État peut faire de l'économie, analyse Giovanni Ferro-Luzzi, professeur à la Haute École de gestion et à la Faculté d'économie de l'Université de Genève. Par exemple, mener une politique de stabilisation macroéconomique n'a du sens qu'à l'échelle du pays, à l'exclusion du plan cantonal ou communal. Mais il n'est pas absurde qu'un canton s'occupe d'économie: il le fait en mettant à disposition des infrastructures de mobilité ou en décidant de créer ou soutenir un hub d'innovation technologique. Mais, dans les faits, on peut dire

que tous les départements ont des tâches qui intéressent l'économie et qu'ils font tous de l'économie, même sans le savoir, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose: c'est par exemple le cas pour le logement, la formation ou l'environnement.»

Que penser, du coup, de l'abolition d'un département spécifiquement dédié à l'économie? «Ce n'est pas plus mal d'en faire l'expérience et de considérer l'économie comme une matière transversale, estime Giovanni Ferro-Luzzi. Ce ne sera en tout cas pas une disruption! Sur cette thématique, l'État sert avant tout à huiler les rouages et donner des impulsions.»

M.M.

PUBLICITÉ

Bertrand Buchs  
président du PDC Genève

LA DIVERSITÉ C'EST  
**LA VIE**  
CETTE LOI NE LA  
**RESPECTE PAS**

VOTATION CANTONALE  
DU 10 JUIN 2018

**NON**  
X

LE PAV PAS COMME ÇA!  
lepavpascommeca.ch

Editeur responsable: Christophe Aumeunier p.a. CP 3344 1211 Genève 3

Comingmag – 28.05.2018

[https://www.cominmag.ch/hp-media-devient-la-regie-publicitaire-de-cciginfo/?utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Newsletter%20quotidienne%20-%2029052018%2040004&utm\\_content=Newsletter%20quotidienne%20-%2029052018%2040004+CID\\_632b48a5cd142d48008ff83eb8989d4a&utm\\_source=MailinGList&utm\\_term=HP%20Media%20devient%20la%20regie%20publicitaire%20de%20CCIGinf](https://www.cominmag.ch/hp-media-devient-la-regie-publicitaire-de-cciginfo/?utm_medium=email&utm_campaign=Newsletter%20quotidienne%20-%2029052018%2040004&utm_content=Newsletter%20quotidienne%20-%2029052018%2040004+CID_632b48a5cd142d48008ff83eb8989d4a&utm_source=MailinGList&utm_term=HP%20Media%20devient%20la%20regie%20publicitaire%20de%20CCIGinf)

o

## HP Media devient la régie publicitaire de CCIGinfo

La **CCIG (Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève)** a donné sa confiance à HP media SA pour assurer la régie publicitaire de son magazine, le « CCIGinfo ».

Ce mensuel qui paraît onze fois par an (juillet-août édition combinée) est adressé à quelque 3800 décideurs, parmi lesquels les 2500 membres de la CCIG.

Le CCIGinfo est le principal vecteur d'information de la CCIG. Il a pour vocation d'informer régulièrement ses membres, ses partenaires et les autorités politiques sur des sujets économiques, juridiques, politiques ou de commerce international et annonce les manifestations de la CCIG.

Avec l'arrivée de ce mandat, HP media se positionne comme l'interlocuteur incontournable des annonceurs qui veulent toucher les leaders d'opinions et les entrepreneurs du canton de Genève.